

droit de renverser, au nom de leur souveraineté, l'autorité temporelle du Pape, nécessaire à l'Europe chrétienne, on ne peut leur reconnaître le droit d'avoir un gouvernement équitable, éclairé et conforme aux mœurs de notre époque. (Exclamations à l'extrême gauche.)

Pie IX comprend parfaitement ces vérités, et un premier acte important vient d'émaner de sa volonté libre et réfléchie, c'est le *proposito motu*, objet de si vives discussions. Votre commission a mûrement examiné cet acte, non pas qu'elle croie que la France a le droit de décider du mérite des institutions d'un peuple étranger. (Interruption bruyante à l'extrême gauche.)

M. LE PRÉSIDENT. Ces interruptions sont véritablement incroyables !

Plusieurs voix à droite, au rapporteur : Dépêchez le rapport, monsieur Thiers, cela mettra fin au scandale !

Voix nombreuses : Non ! non ! — Continuez !

M. LE PRÉSIDENT. L'Assemblée a le droit de se faire écouter. (Très-bien ! très-bien !)

M. LE RAPporteur. Mais la commission l'a examiné pour savoir si les conseils qu'elle était fondée à donner avaient porté des fruits tels qu'elle n'ait pas à regretter son intervention dans les affaires romaines.

Eh bien ! en très-grande majorité, votre commission déclare qu'elle aperçoit dans le *motu proprio* un premier bien très-réel, et dont une injuste prévention peut seule méconnaître la valeur. Cet acte, nous l'examinerons avec détail, au nom de votre commission, lorsque s'engageront devant vous la discussion à laquelle ce sujet doit donner lieu ; mais, nous bornant en ce moment à considérer le principe de cet acte, nous dirons qu'il donne les libertés municipales et provinciales désirables, et que, pour ce qui regarde la liberté politique, celle qui consiste à décider des affaires d'un pays, dans une ou deux assemblées, de concert avec le pouvoir exécutif, comme en Angleterre, par exemple, il est vrai que le *motu proprio* n'en accorde point, ou du moins qu'il n'en donne que les premiers rudiments, sous la forme d'une consulte privée de voix délibérative. La question, dès lors, est de savoir si les Etats romains sont actuellement capables du régime que l'Angleterre est parvenue à se donner après deux siècles d'expérience et d'efforts. C'est là une question d'une immense gravité qu'il appartenait au Saint-Père seul de résoudre, et au sujet de laquelle il importait à lui et au monde chrétien de ne rien hasarder. Qu'il ait préféré en cela le parti de la prudence ; qu'après les expériences qu'il vient de faire il ait préféré ne pas ouvrir la carrière des agitations politiques pour un peuple qui s'y est montré si nouveau, nous ne nous reconnaissons pas le droit de l'en blâmer et nous n'en voyons pas le motif.

Des libertés municipales et provinciales sont une première éducation par laquelle il est utile de faire passer un peuple, quand on ne veut pas le jeter prématurément et violemment dans la carrière orageuse de la liberté politique.

Maintenant, l'acte important qu'on appelle le *motu proprio* suppose un ensemble de lois qui devront réformer la législation civile, assurer l'équité des tribunaux, amener une juste répartition des fonctions publiques entre les diverses classes de citoyens, procurer, en un mot, aux Romains, les avantages d'un gouvernement sagement libéral. Ces lois sont annoncées, et la parole de Pie IX suffit pour lever tous les doutes.

Voix à gauche : Belle garantie !

Autre voix : Oh ! le bon billet qu'a La Châtre ! Ah ! ah ! — Marques générales de dénégation.

M. LE PRÉSIDENT. Véritablement, ces choses-là se qualifient d'elles-mêmes, et je suis heureux de ne pas savoir le nom de celui qui dit une pareille grossièreté : c'est indécent ! [Très-bien ! très-bien !]

M. LE RAPporteur. Ces lois sont annoncées et la parole de Pie IX suffit pour lever tous les doutes. Mais les conseils de la France devront être dirigés de manière à convertir en parole efficace ce *motu proprio*, et surtout à étendre la clémence du Pontife sur tous ceux qui peuvent être amnésés sans danger pour l'ordre public.

Ce doit être l'œuvre d'une influence conti-

nuée avec patience, avec calme, avec respect [Très-bien !], influence qui constituerait, nous le répétons, une prétention inadmissible, si des circonstances impérieuses ne nous avaient amenés à l'exercer, mais qui, renfermée dans les bornes convenables, est parfaitement compatible avec l'indépendance et la dignité du Saint-Siège. [Très-bien ! très-bien !]

Mais, en présence des résultats obtenus, il nous est impossible de regretter que nos soldats soient au Vatican, lorsqu'ils y occupent la place qu'y occupent les soldats autrichiens ; lorsqu'ils s'y sont conduits aussi vaillamment et aussi sagement qu'ils l'ont fait ; lorsqu'enfin il est si notoire qu'ils y suivent les principaux bienfaits que Pie IX avait libéralement dispensés à ses peuples lors de son avènement.

Maintenant, doivent-ils y être longtemps encore ? Question actuellement difficile à résoudre, car il est impossible de dire le moment où le Pape pourra se passer de notre armée, dans un pays qui a été le théâtre de commotions si récentes. L'intérêt de la France est d'abréger le plus possible son occupation, car elle n'a voulu ni faire une conquête, ni exercer une domination usurpée. Elle a voulu accomplir en Italie la tâche qui appartenait nécessairement à l'une des puissances catholiques, celle de rétablir le Saint-Père, et de consolider son trône, en réconciliant, non sa personne qui n'en avait pas besoin, mais son gouvernement avec la partie saine et éclairée de la population romaine, au moyen de sages et utiles réformes. Une portion de cette tâche est accomplie. Nous souhaitons que le reste s'accomplisse le plus tôt possible, et par nos troupes puissent bientôt laisser paisiblement, établi dans ses Etats, le Saint-Père, qu'elles sont allées délivrer et non pas opprimer.

Le Gouvernement a naturellement adopté pour les crédits demandés le terme de l'annexion, en se conformant aux règles financières. Pour le moment, il n'a pas cru, et nous ne croyons pas plus que lui, pouvoir en assigner un autre. [Très-bien ! très-bien ! — Marques nombreuses d'une vive approbation. — M. le rapporteur, en descendant de la tribune, reçoit les félicitations de ses amis.]

Voix à gauche : Et la lettre du Président ! pas un mot. [Agitation prolongée.]

MELANGES RELIGIEUX.

MONTREAL, MARDI 12 NOVEMBRE 1849.

BULLETIN.

Le comté de Sherbrooke et l'annexion. — Lettre de M. Galt, M. P. P. pour ce comté, à ses électeurs. — Procès-verbal de la ligne. — Election du 30 Riding of York. — M. Peter Perry refuse de signer la protestation anti-annexionniste. — Faits divers etc.

Le comté de Sherbrooke vient de se prononcer en faveur de l'annexion du Canada aux Etats-Unis. Plus de 1100 de ses électeurs ont signé une lettre adressée au représentant de ce comté, lui demandant l'expression franche de ses sentiments sur cette grande et importante question. La réponse de M. Galt ne s'est pas fait attendre. Elle fut écho à l'opinion du comté de Sherbrooke et sous plus d'un rapport est digne d'attention. La position de M. Galt comme agent d'une compagnie puissante de capitalistes anglais, sa réputation d'homme honnête et éclairé donne à sa lettre un caractère sérieux. Nous sommes étonnés de voir ce monsieur dans les rangs de l'annexionnisme. Il nous semble qu'il eût pu attendre un peu avant d'en venir à cette conclusion. C'est donner un fort mauvais exemple à ses collègues des Townships environnants. Que diront de cela ses Compagnons d'outre-mer ? La *British-American Land Company* serait-elle aussi annexionniste par hasard ? M. Galt ne le dit pas, mais il fait voir qu'elle y gagnerait par l'augmentation de la valeur des terres en Canada. Quant à la population des townships, cette conduite de sa part ne nous surprend pas. Composée en grande partie

d'Américains et d'Ecosseis, ses sympathies sont acquises depuis longtemps aux Etats-Unis. Son *ultra libéralisme* de 1837 et 38 n'était que de l'hostilité contre les Canadiens-Français.

Quoique nous ne partagions pas les opinions de M. Galt sur l'annexion, nous ne pouvons nous empêcher d'admirer la franchise et l'indépendance qui respire dans sa lettre ainsi que l'habileté avec laquelle il développe ce qu'il considère les bienfaits de cette annexion. Il commence par rappeler qu'il n'appartient à aucun des partis qui divisent en ce moment le Canada, et il s'en félicite, puisque la question dont il s'agit mérite d'être considérée avec calme et impartialité, sans égard aux passions et aux préjugés des partis. Comme une question nationale et qui intéresse également tous les habitants du Canada. Aujourd'hui, dit-il, chaque citoyen doit mettre de côté les différences d'opinions secondaires pour envisager la question de salut commun. Après ce début, M. Galt donne son adhésion la plus formelle au manifeste des annexionnistes de Montréal. Puis il continue : « Bien des personnes peuvent considérer que l'agitation de la question d'une séparation d'avec l'Angleterre en ce moment est un crime énorme, mais dans l'état éclairé de l'opinion publique dans la Grande-Bretagne, on ne sera pas surpris de nous voir partager ici les sentiments et les opinions de plusieurs des premiers hommes d'état anglais sur la prochaine fin de la domination coloniale. La discussion libre et publique de questions de cette nature pour convaincre la raison et non la violence, doit être approuvée par tous les gouvernements fondés sur des institutions libres. Elle détruit les complots secrets et en appelle au bon sens de la société, qui repoussera ce qui est mauvais et adoptera ce qui est juste et raisonnable. »

S'il était possible de considérer la connexion comme devant être permanente et susceptible d'être brisée seulement par la violence, je ne voudrais pas recommander une marche qui pourrait amener les Canadiens contre leurs co-sujets dans la Grande-Bretagne. Mais comme il est universellement admis que l'état colonial est un état de tutelle, ce n'est certes pas inconvenant ni inconsistant avec nos devoirs envers la mère-patrie, d'examiner si le temps est arrivé de changer nos positions relatives, sans renoncer pour cela aux obligations d'affection à son égard. Nous sommes et nous devons continuer d'être reconnaissants à la Grande-Bretagne qui a été la source où nous avons puisé les bienfaits de la liberté civile et religieuse ; mais ses droits à notre gratitude seraient tout-à-coup détruits, si elle nous refusait le droit de discuter ces changements qui nous sont devenus d'une importance vitale. Personne cependant n'a à craindre une telle conduite de la part du glorieux pays qui nous a protégés jusqu'ici. Ses hommes d'état ne désirent rien de moins que nous donner la liberté de la Grande-Bretagne, et quand le temps sera arrivé de nous séparer, quoiqu'il puisse en coûter à l'Angleterre, je ne douterais pas de la magnanimité de la nation qui a été l'apôtre de la liberté dans le monde entier. Quand les provinces de l'Amérique du Nord prendront leur rang parmi les nations de la terre, la mission de l'Angleterre sur ce continent sera remplie. Et elle regarde avec orgueil le vaste empire, élevé par ses enfants, parlant sa langue, gouverné par ses lois, et lié avec elle par les liens les plus étroits de l'intérêt et de l'affection. Ce sera une bien plus noble cause d'orgueil pour la Grande-Bretagne, d'avoir instruit une grande nation, de lui avoir enseigné à jouir de la liberté, que d'avoir pour toujours nominallement le contrôle de tout un continent comme des colonies souffrantes et mécontentes.

« Sans la ferme conviction que qu'on peut obtenir une séparation à l'amiable de l'Angleterre, quand le Canada le demandera, je puis considérer sans gêne, jusqu'à quel point une telle séparation est désirable, avec l'annexion aux Etats-Unis.

« Le Canada a maintenant une population d'un million et demi, avec un territoire qui admet pour elle presque un développement sans limites, de vastes rivières, des plaines fertiles, des mines riches et abondantes, enfin toutes les choses nécessaires pour constituer

un grand pays. Mais sa population est divisée et ses ressources ne sont pas développées. Ceci est dû à sa position de colonie. Rien ici n'est final. Notre constitution n'est pas à nous. C'est l'oeuvre de la Mère-Patrie et nous ne pouvons la modifier sans la sanction impériale. Notre commerce est réglé par ceux dans les conseils desquels nous ne sommes pas admis ; nos actes les plus réfléchis et délibérés sont sujets à être révisés et désavoués sans notre consentement ; nos décisions législatives sont sujettes à être renversées en Angleterre ; les chefs de notre gouvernement sont choisis parmi des hommes qui ne connaissent pas notre position. Notre administration doit regarder non seulement aux intérêts du Canada, mais aussi ceux du Gouvernement Impérial ; nous ne pouvons disposer de nos fonds sans le consentement exprès de l'Angleterre ; la lutte pour le pouvoir ici est rendue plus avariée et prolongée par l'appel à un pays lointain ; et la règle que la majorité doit gouverner est sujette au premier moment à être mise de côté par l'intervention d'un pouvoir supérieur invoqué par la minorité. La prospérité du Canada ne saurait exister avec un état de choses si incertain. »

« Quand un pays a atteint la position du Canada, il est essentiel pour son avancement qu'il soit indépendant. Les talents d'une telle population sont variés ; les uns suivent les branches ordinaires de l'industrie, d'autres aspirent à l'innovation dans les professions, quelques esprits cherchent à se distinguer dans les sciences et les arts, et d'autres veulent employer leurs énergies dans le service actif de l'état, dans le cabinet ou sur le champ de bataille. Aux hommes d'état la direction des destinées du pays est confiée, et c'est essentiel que les hommes publics viennent en contact avec ceux d'autres nations afin d'agrandir leurs idées et d'augmenter leurs connaissances. Auteurs de telles occasions ne peuvent se rencontrer dans une colonie. Le service de l'Empire [à part celui de notre Province] est fermé à notre jeunesse ; nos hommes d'état n'ont d'autre école que notre politique locale ; aucune occasion de prendre part à la discussion des grandes questions qui agitent le monde ; aucune diplomatie étrangère n'augmente leur intelligence et ne les rend plus capables de nous instruire dans la science de gouverner. Les sciences, la littérature et les beaux arts fléchissent dans ce pays qui ne leur offre pas d'encouragement suffisant. Privés par leur état colonial de partager les triomphes de l'art, de l'industrie et de la gloire impériale, les colons Canadiens sentent qu'ils n'ont aucune gloire nationale à augmenter, aucune fierté nationale à partager ; ils sentent que leurs énergies sont restreintes à conduire leurs affaires de paroisse et ils essayent par la violence de leurs discussions d'obtenir pour elles cette importance qu'on refuserait à leur valeur intrinsèque. »

« Pour rendre le Canada grand, il faut offrir à ses habitants ces éléments d'émulation et de fierté, qui feront appel à toutes leurs énergies ; les discussions entre ses habitants doivent cesser avec les distinctions de races et tous doivent sentir qu'ils sont également intéressés aux destinées du pays. Quand même le Canada pourrait devenir une partie intégrale de l'empire britannique, sa position est telle que ses intérêts sont plus naturellement liés avec les Etats-Unis. D'ailleurs, connaissant la constitution de la Grande-Bretagne comme nous la connaissons et les intérêts divers qui la régissent, nous savons que l'Angleterre ne peut mieux faire pour nous. »

Les intérêts permanents du Canada et ses espérances, tout lui fait désirer l'annexion aux E.-U. Et le pays languira et se débâtera dans des discussions intestines, tant que nous n'aurons pas obtenu notre indépendance. — Une union avec les Etats-Unis nous placerait au rang des nations ; la sagesse accumulée de leur législation deviendrait la nôtre ; nous partagerions les triomphes de leur prospérité sans exemple ; nous partagerions les fruits de cette habileté politique qui jusqu'ici a tenu leurs institutions à l'abri du mal ; nos intérêts et notre industrie seraient protégés et encouragés par leur politique commerciale sage et éclairée ; et quoique ne dépendant plus de la Grande-Bretagne nous aurons le sentiment de l'avoir bien servi en assurant aux deux empires cette harmonie qui est maintenant constamment en péril, par suite d'intérêts opposés. »

M. Galt termine sa lettre par les arguments ordinaires des annexionnistes ; l'augmentation de la valeur de la propriété et des produits agricoles, la diminution du prix des objets manufacturés que nous consommons, aussi du thé, du café, du sucre etc. Enfin il prétend que sous tous les rapports le Canada gagnerait par l'annexion.

La ligne continue ses discussions à Toronto, sur toutes espèces de choses et *quibusdam aliis*. Nonobstant l'affection de loyauté et d'attachement à la Grande-Bretagne qu'elle affiche encore, quelq'un venu de Toronto la semaine dernière nous assure que la convention se prononcera avant six mois pour l'annexion. La grande majorité de ses membres est en faveur du mouvement, non dit-on, mais ils veulent attendre pour voir s'il n'y aurait pas encore une chance d'entrer au pouvoir ! on de voir l'Angleterre revenir à son système protecteur d'autrefois !

M. Peter Perry le candidat à la prochaine élection du 30 Riding of York a refusé de signer le manifeste anti-annexionniste. Quelques uns des électeurs sont allés le trouver et ont mis comme *sine qua non* de leur support la condition qu'il signât le manifeste en question. C'était prendre M. Perry à la gorge. Un homme indépendant il a refusé de signer. On dit qu'un M. Clarke se présente contre lui. Au même parti de M. Baldwin comme devant l'opposer en personne. Mais nous ne croyons pas que cette mesure soit fondée. Le 4^e Bataillon du régiment de Kamouras-

ka vient d'envoyer au gouverneur général sa protestation contre l'annexion.

Changements Ecclésiastiques.

M. E. Charlier, curé de St. Grégoire de Monroville, vient d'être nommé à la cure de Ste. Philomène ; M. H. Hicks, à la cure de St. Grégoire ; M. E. Therrien, au vicariat de Vandrevill, et M. W. Fitzgerald, au vicariat de St. Jean Dorchester.

La semaine dernière, Mgr. de Montréal, accompagné de M. le Supérieur du Sém. de St. Sulpice, de la plupart des prêtres de cet établissement, des professeurs et des élèves du Collège, est allé planter une croix sur le versant sud-ouest de la Montagne de Montréal, tout près de Monklands. Cette croix désigne le lieu où l'on construira, au printemps, une nouvelle Eglise destinée aux habitants de la Côte-des-Neiges, des côtes St. Antoine, St. Luc, St. Pierre et St. Paul. On nous informe que des prêtres du Sém. de St. Sulpice résideront à cet établissement qui doit être succursale de la paroisse de Montréal.

Dimanche dernier, Mgr. l'Evêque de Martignopolis a coiffé, dans la cathédrale de Montréal, l'ordre sacré du diaconat à MM. D. Laporte et C. Dufour dit Latour.

Mgr. Demers, Evêque de l'Ile de Vancouver, a dû s'embarquer hier, à New-York, pour l'Ivoire. Sa grandeur a l'intention de se rendre le plutôt possible en Italie auprès du Souverain Pontife.

Le village de St. Hyacinthe vient d'être érigé en municipalité.

Une correspondance signée "Un Catholique," remise faite de place, ainsi qu'un extrait d'une lettre de la Rivière Rouge et un article "communiqué" sur l'établissement de Providence de Ste. Elisabeth.

Europe.

Nouvelles apportées par l'*Hibernia*.

Cet arrivage a apporté des dates de Paris jusqu'au 18, de Londres jusqu'au 19 et de Liverpool jusqu'au 20 octobre. Aux nouvelles que nous avons déjà données dans notre dernière feuille, nous ajoutons aujourd'hui quelques détails intéressants. Pour faire place à ces détails nous abrégerons l'article des "Nouvelles et faits divers."

Nos lecteurs trouveront sur la 1^{re} page l'intéressant rapport de M. Thiers, sur la question Romaine. Ne pouvant reproduire tout en entier certains passages, à cause de leur longueur, nous en avons du moins donné un sommaire exact.

La plus grande union règne entre la France et l'Angleterre au sujet de la question d'Orient. Ces deux puissances se préparent à faire, de concert, une démonstration aux Dardanelles. Voici ce que dit à ce sujet un journal parisien :

"Malgré les efforts de M. Molé et Thiers, le président de la République et la majorité de son conseil se sont rangés dans la question d'Orient contre les prétentions de la flotte de la Méditerranée à regagner l'ordre de se rendre à Smyrne, où elle se réunira à la flotte de l'Amiral Parker pour agir de concert, au besoin, selon des instructions ultérieures. C'est le 12 que l'ordre ministériel est parvenu à l'Amiral Pascoval-Deschênes, qui a dû mettre à la voile le 13 au matin. Le vapeur le *Téméraire* est parti le 12 au soir chargé de porter cette grande nouvelle à l'Ambassadeur de France à Constantinople."

Nous ne croyons pas que la Russie veuille tenter l'aventure d'une guerre contre la Turquie alliée à la France et à la Grande-Bretagne.

L'Autriche fait couler des flots de sang en Hongrie. Plusieurs noms de Généraux Hongrois s'ajoutent à la liste des 13 ou 14 exécutions que nous avons déjà mentionnées.

En France, un déchirement a failli s'opérer dans le parti modéré, à l'occasion du rapport de M. Thiers sur les affaires de Rome, rapport approuvé par la majorité de l'Assemblée, mais qui n'est pas conforme aux idées du Président et à celles de la majorité de ses ministres qui lui, a soufflé sa finnoise lettre à Edgar Ney. Cependant, le schisme ne s'est pas consommé, et il y a eu un rapprochement temporaire. Aux dernières dates, Louis Napoléon semblait avoir voulu se débarrasser sur l'Assemblée législative du parti à prendre. Ce fut le Général Changarnier qui dissipa ou du moins ajourna l'orage qui était sur le point d'éclater. Il alla à l'Elysée, dit la correspondance du *Courrier des E.-U.* et en exposant les dangers d'un conflit entre le pouvoir exécutif et législatif, il parvint à faire admettre que le rapport de M. Thiers et la lettre du Président pouvaient se combiner ; celle-ci a indiqué le but que devaient atteindre les négociations de la France. On ne renonce point à ce but, et l'on regardera le *proposito motu* du pape comme un simple pas fait dans cette voie, comme un point de départ, un prolonge et non un dénouement. Les parties intéressées ont accepté cette transaction, moyennant laquelle le président de la République fit retirer la note, que M. Ferdinand Barrot, son secrétaire intime, avait reçu ordre d'envoyer au *Mouvement*. Louis Bonaparte a déclaré que, tout en retirant cette note, il n'entendait en rien modifier sa politique. En conséquence, le conseil des ministres a résolu d'exposer à l'Assemblée, la ligne de conduite qu'il a suivie, et celle qu'il se propose de suivre. Son programme concordera complètement avec la lettre du président, et il proposera à la Chambre un ordre du jour motivé, qui sera de son vote une question de confiance. Cet ordre du jour sera voté probablement.

ce qui a un cœur pour sentir qu'en Dieu et en Dieu seul repose la véritable fraternité ; le parti des militaires que nous avons vus rayonnants de joie sur leurs lits de douleur, à l'approche de celles qui leur rappellent et leur font en même temps oublier les soins du toit paternel ; le parti des pauvres qui retrouvent en elles les plus tendres des mères. Aussi, dans cette longue avenue triomphale, avons nous vu figurer tous les symboles que les opinions empruntent aux champs ou aux jardins, et en particulier les fleurs de la Montagne.

Ah ! puissions-nous toujours protester ainsi contre les assertions envenimées des hommes qui sont sans cesse prêts à fomentier l'esprit de parti au service de leurs passions, et qui d'ailleurs, il y a cinq ans, n'obtinant qu'à prix d'argent, et grâce à l'orgie, les quelques chants de mort proférés alors contre nos Sœurs. Puissions-nous aussi un jour faire de toutes ces fleurs une seule guirlande, qui ceigne et réunisse désormais en une seule famille tous les enfants de la cité, pour notre bonheur commun et la prospérité de la France. Et en attendant, adorons la main de la Providence, qui s'est chargée de confondre les calculs de ses ennemis d'une manière si éclatante et si inattendue.

Mais si jusqu'ici, la population a tout fait d'elle-même, il est du devoir de l'autorité élue par elle de s'unir à son action. Le jour où, les logements étant prêts, nos saintes filles rentreront à l'hospice pour n'en plus sortir, il faut que l'administration municipale et le con-

seil les y reconduisent processionnellement. On doit aux pauvres ce témoignage de sympathie, aux victimes cette réparation solennelle, à Dieu cette éclatante manifestation de la reconnaissance publique.

La foule ne se contente pas de se porter en masse sur le passage des Dames de St-Joseph. Divisée en corporations, elle a été les féliciter ou se féliciter avec elles de leur rentrée à l'hospice. Entre les allocutions si nombreuses qui leur ont été ainsi adressées, on nous communique celle de la paroisse qu'on supposait la moins favorable à ces Dames. La voici :

MES DAMES ET BONNES SŒURS,

C'était le cœur navré et la douleur dans l'âme, qu'en 1845, nous nous rendîmes au palais archiepiscopal, pour vous visiter dans les premiers jours de votre exil, et vous adresser quelques paroles de consolation et d'espérance. Notre espérance n'a pas été vaine. Le Seigneur a daigné se souvenir de ses serviteurs et a exaucé leurs vœux, car il est le secours et le protecteur de ceux qui mettent en lui leur confiance. Après avoir élevé l'impie, il l'a brisé comme un verre ; il a renversé les desseins des superbes, et délivré ceux qui gémissaient dans l'oppression.

Mais oublions un passé si triste, et en compensation de tant d'amertumes dont vos vœux furent abreuvés, recevez les hommages du bon peuple Avignonnais, et surtout de la société religieuse de la paroisse des Carmes qui vous entoure. Qu'il nous soit permis, en ce

beau jour, de saluer de nos acclamations votre retour dans ces lieux que vos cœurs n'ont jamais abandonnés.

Votez, ô nos bonnes Sœurs ! votez auprès de vos chers malades ; rendez-vous au chevet du pauvre Lazare qui vous appelle de tous ses vœux ; allez comme des anges tutélaires, d'une main soulager ses souffrances, et de l'autre lui montrer le ciel !

Au nom des hommes de la paroisse Saint-Symphorien.

CASSAN, aîné.

3 octobre 1849.

Le carreau cassé.

Un jeune enfant d'une école chrétienne avait sans mauvaise intention, cassé l'un des carreaux de l'étude. On ne s'en était pas encore aperçu, mais le pauvre enfant tremblait de peur, chaque fois qu'on lui adressait la parole. Un dimanche, le curé de l'école vint présider le catéchisme, et interrogea quelques-uns des enfants parmi lesquels se trouvait le malheureux coupable. Le curé lui dit : "Qu'est-ce qui a fait le ciel et la terre ?" Tout préoccupé de son carreau, l'enfant répondit : Monsieur, ce n'est pas moi. — Comment, ce n'est pas moi ? — Eh bien ! monsieur, c'est moi, mais je ne le ferai plus."

Discretion.

Un particulier peu discret confia un secret à quelqu'un et le pria instamment de n'en rien dire à personne. — "Soyez tranquille, lui dit celui-ci, je serai aussi discret que vous."